

**Ni droite, ni gauche : en avant ! : en quête d'une ”  
Troisième voie ”**

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. Ni droite, ni gauche : en avant ! : en quête d'une ” Troisième voie ” : les théorisations économiques des néo-fascismes (1949-1989). Domitia, Presses universitaires de Perpignan, 2004, pp.109-124. halshs-00103289

**HAL Id: halshs-00103289**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00103289>**

Submitted on 3 Oct 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Lebourg, « " Ni droite, ni gauche : en avant ! " : en quête d'une " Troisième voie ", les théorisations économiques des néo-fascismes (1949-1989) », *Acteurs, tendances et contestations de l'économie contemporaine en Méditerranée occidentale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) Travaux réunis par Nicolas Marty, Domitia*, PUP, Perpignan, n°5, octobre 2004, pp.109 – 124.

Si, au cœur de l'idéologie de l'extrême droite se tient la dénonciation de la réduction de l'homme à l'économique, les fascistes ont fait montre de plasticité et de pragmatisme en considérant que « le fascisme n'est pas attaché particulièrement à un système de production »<sup>1</sup>. Pour les néo-fascismes, exclus du système politique, pourfendre symétriquement les matérialismes capitaliste et marxiste est tâche dialectique complexe lorsqu'ils voient l'ordre mondial être bipolarisé par l'affrontement de ceux-ci. Les études sur les néo-fascismes éludent d'ailleurs amplement la question de leurs théorisations économiques, signe du peu de sérieux prêté aux néo-fascistes, et, par là même, de la complexité pour eux à produire un discours viable et audible (et réciproquement : leur difficulté à la production de thèses économiques explique en partie le peu de sérieux qui leur est prêté). Le thème est sans doute biaisé par les effets de l'analyse marxiste du fascisme, son poids comme son échec à réduire le phénomène à la dictature ouverte du capital. Avec moult difficultés, les néo-fascistes ont donc argué qu'entre le plan et le marché, il y avait le nationalisme, et ont ainsi cherché à prôner, en économie également, l'édification d'un Ordre nouveau qui soit une « troisième voie ».

Leur interprétation des « socialismes français » leur a permis de s'intégrer dans une lignée sociale qui vient compléter leur anti-communisme, mais ce socialisme peut parfois n'être qu'une logomachique défense du néo-libéralisme. Certains parmi eux ont cherché dans les régimes de l'Est l'inspiration d'une nouvelle politique révolutionnaire (du maoïsme à l'autogestion). Cette quête d'un renouveau lexico-idéologique a abouti à ce qu'une part conséquente des néo-fascistes se saisissent d'un mot nouveau pour eux : le « solidarisme ». Cependant, la clôture de l'ère industrielle et le chômage de masse n'ont pas abouti, au contraire de leurs espoirs, à ce que l'audience des groupuscules néo-fascistes s'accroisse : les masses se sont tournées vers des mouvements de l'extrême droite parlementaire et néo-libérale, désignant par là même le hiatus entre l'offre politique et la demande sociale.

### **Le Socialisme national, fils de la Commune**

Les nationalistes brandissent les icônes de Drumont, Sorel et Proudhon, présentés comme constituant l'authentique courant socialiste français. La phase de l'anticommunisme rabique et de la lutte contre la décolonisation tend à présenter ce socialisme *a minima*. Jeune Nation (1949), le principal mouvement néo-fasciste des années cinquante, réclame l'instauration d'un Etat corporatiste

---

<sup>1</sup> G. Valois, *Le Faisceau des forces nationales et sociales*, Ars Magna, Nantes, s.d., s.p. (extrait de *Le Fascisme*, 1927).

supprimant le « capitalisme apatride ». Né de JN, *Occident* (1964) consacre en son journal un dossier aux « Nationalistes et la question sociale » où il se donne pour maîtres Proudhon, Sorel et Valois tout en invitant à prêter garde à ne pas être « plus socialiste que les socialistes » – risque qui paraissait fort faible, mais l'avertissement vaut signe<sup>2</sup>. L'autre branche née de JN, le racialisiste *Europe-Action* (1963 ; le journal manqua d'ailleurs de se nommer *Rosset*, du nom du fameux officier communard), via son cache-sexe électoral qu'est le Mouvement Nationaliste du Progrès (1966), se rend au Mur des Fédérés, voulant démontrer par là sa volonté de rupture avec le caractère réactionnaire de l'extrême droite. La cérémonie devient un réel marqueur idéologique et est reprise, entre autres, par les néo-nazis de la Fédération d'Action Nationale et Européenne (1966) par le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (1979), le Parti Nationaliste Français (1983) et Troisième Voie (1985)<sup>3</sup>.

L'Association des Amis du Socialisme français et de la Commune, proche d'*E-A*, est fondée en 1967<sup>4</sup>. Sa naissance est annoncée au sein de *Socialisme européen*, bulletin lyonnais fondé par l'ex-JN et ex-*E-A* Pierre Vial<sup>5</sup>. Elle affirme vouloir faire renaître un socialisme national, incarné par Proudhon, Blanqui, Sorel, Fourier, Saint-Simon et Le Play, une doctrine qui eût été tuée avec la Commune puis « étouffée, falsifiée, détournée par le courant de la pensée marxiste »<sup>6</sup>.

La référence au blanquisme participe à la même souche d'auto-représentation, le socialisme étant ici continuellement l'exaltation de la barricade, le vitalisme anti-doctrinal, la dénonciation du « Gros argent », volontiers juif, et la fougue anti-parlementaire. Cette revendication du socialisme français comme part du nationalisme à la française correspond à une tradition politique, Georges Valois, Marcel Déat ou la Milice ayant, entre autres, amplement précédé les néo-fascistes en la matière. A compter de 1968, le nom de Proudhon ne recouvre d'ailleurs guère que l'idée d'une fédération européenne des régions mono-ethniques – son principe fédératif devenant le nom et le moyen de ce que le nationalisme allemand nomma le *bindung*, le lien collectif à tisser<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> *Jeune Nation*, 11 au 24 décembre 1958 ; *Occident-Université*, 16 juillet 1965.

<sup>3</sup> Drumont ou Brasillach avaient déjà fait l'apologie de la Commune.

<sup>4</sup> Bardèche en fut le président d'honneur jusqu'à sa mort. Elle devient un satellite du PNF, crée par l'équipe de *Militant* suite à sa scission (1981) du Front National (1972). Le PNF reprend le logo du MNP. *Militant* est né de la mort de la nébuleuse *Europe-Action* (1967), celle-ci donna aussi jour au GRECE d'Alain de Benoist, tandis qu'un micro-groupe devait finir gauchiste en mai 68.

<sup>5</sup> Il est le neveu de Clémenti qui fut le fondateur du Parti Français National-Communiste et participa à la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme, après-guerre cadre du Nouvel Ordre Européen créé par René Binet par scission du Mouvement Social-Européen de Mosley et Bardèche (1951). M. Vial est le secrétaire-général du GRECE de 1978 à 1984. Rejoignant la direction du FN, il fédère les éléments ultra du parti dans sa tendance *völkisch*, Terre et Peuple. Il est exclu par M. Le Pen lors de la crise de décembre 1998, puis démissionne du parti mégrézien en 2001 et accorde sa signature à M. Le Pen pour les présidentielles de 2002.

<sup>6</sup> Encart de présentation dans *Socialisme européen*, n°0, 1967.

<sup>7</sup> Cf. Y. Fouéré, *L'Europe aux cents drapeaux*, Presses d'Europe, Nice, 1968. Partisan de cette Europe blanche, Pour une Jeune Europe affirmait que le socialisme avait pour noms Saint-Simon, Fourier, Blanc et Proudhon, mais qu'à partir de la Commune il fut détourné par le « socialisme matérialiste d'inspiration sémite de Karl Marx » (*Pour une Jeune Europe*, avril-mai 1969). Pour *E-A*, Sorel correspondait « à la pensée occidentale de toujours, dans le langage de la guerre sociale », et Proudhon était « la vieille révolte ancestrale de l'homme européen devant ce qui menace sa liberté, son originalité » (D. Venner, « Qu'est-ce que le nationalisme ? »,

Cependant, lorsque la question relève de la formation interne, le dévoiement prêté au cours du socialisme a d'autres résonances. Ainsi, le Mouvement Nationaliste-Révolutionnaire (1979) adresse un rapport sur ce sujet à ses cadres, pour leur exposer que, suite à la Commune, le communisme a été détourné par le judaïsme marxiste afin d'organiser une « dictature juive mondiale ». Dans le cadre de la Guerre froide, celle-ci repose sur trois piliers : les USA, « véritable pouvoir du sionisme international », l'URSS, le « champ d'expériences collectivistes », et l'Europe, synthèse « de l'hypercapitalisme des trusts et du faux socialisme des soviets ». En conséquence, « l'ennemi n'est pas le communisme, la revendication ouvrière ou populaire, mais au contraire la synthèse entre marxisme et capitalisme représenté par l'aile juive du communisme ». A cette si classique vision de l'hydre économique-politique judéo-sioniste, tout à la fois capitaliste et communiste, américaine et soviétique, répond donc la tout aussi coutumière édification d'un programme économique populiste et l'établissement d'une propagande destinée à arracher les masses laborieuses des griffes technomarxistes pour les ramener à la Nation. Cette propagande comporte trois points essentiels : a) l'économie de l'Est « est une forme particulièrement esclavagiste des économies de type capitaliste » ; b) l'assimilation du système démo-libéral au communisme, et de ce dernier au stalinisme « doit être le b-a-ba » ; c) il faut détruire le PCF en lui reprenant ses arguments positifs et en mettant en cause sa fonction parasitaire<sup>8</sup>. Ces trois points de la propagande sont tout aussi présents, durant les années quatre-vingts, dans les discours des libéraux d'extrême droite, Front National (1972) et Club de l'Horloge (1974).

Dans cette perspective, un rôle particulier est reconnu à la thématique d'une lutte contre l'immigration qui soit une lutte sociale, conformément aux préceptes de François Duprat. Confronté au début de son effondrement, le PCF tenta un temps un populisme anti-immigration : M. Malliarakis, le leader du MNR, saisit extrêmement bien l'avantage de cette tactique, voyant que Marchais « laissera forcément sur leur faim tous ceux qu'il aura ainsi attirés. Il s'ensuivra pour nous une aubaine extraordinaire dont nous lui sommes, par avance, reconnaissants »<sup>9</sup>.

Le populisme, dans ses dimensions économiques et racistes, est donc autant un instrument de propagande dans la bataille anti-communiste qu'un élément de définition doctrinale. En somme, et toutes choses égales par ailleurs, cette vision s'intègre à la logique des critiques que Hitler faisait au mouvement pangermaniste : « Si on avait compris la force inouïe qui, de tout temps, appartient à la

---

*Europe-Action*, mai 1963, p.11). La forme discursive reste : « Le proudhonisme, c'est une vision occidentale et prométhéenne de l'existence », lit-on dans *Militant* du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

<sup>8</sup> MNR, *L'Aile juive du communisme. Rapport secret du Comité Central du 14 avril 1982*. C'est bien le " judéo-sionisme " qui est rejeté : il est précisé que *Les Protocoles des sages de Sion* sont authentiques mais que ceux-ci ne sauraient être imputés aux Juifs en général mais à « la fraction extrême du sionisme ». Il est notifié : a) que le document est « à ne pas communiquer et à ne pas laisser saisir » ; b) que le texte est un « additif aux 19 points », c'est-à-dire à la charte du MNR – en référence au programme en 18 points (1943) de la *Republica Sociale Italiana*. Le document reçoit ainsi un poids idéologique conséquent.

<sup>9</sup> Editorial de *Jeune Nation solidariste*, 19 février 1981, repris dans J-G. Malliarakis, *Ni Trusts ni soviets*, Le Trident, Paris, 1985, p.373.

masse dans une résistance révolutionnaire, on aurait travaillé d'une autre façon au point de vue social comme au point de vue de la propagande. On aurait ainsi porté l'effort principal du mouvement non pas dans le Parlement, mais dans l'usine ou dans la rue »<sup>10</sup>. De là, dans la bérézina électorale permanente que connaît l'extrême droite de 1958 à 1984, s'impose un balancement stratégique, particulièrement notable chez François Duprat, qui anime ses Groupes Nationalistes-Révolutionnaires à la lisière d'un FN dont il est le numéro deux jusqu'à son assassinat (1978).

### **D'une Révolution conservatrice l'autre**

Les GNR introduisirent dans l'extrémisme français les redéploiements lexico-stratégiques du national-bolchevisme allemand des années soixante-dix. Ils proclament leur désir de « Rupture totale avec le capitalisme, avec l'économie libérale, avec le conservatisme »<sup>11</sup>. Il s'agit de réaliser une « action syndicale effective » devant mettre en évidence « la nécessité d'une " Révolution Nationale " pour mettre fin à la crise de la Société et à la crise économique », puisque la propagande en direction de la droite s'était avérée inopérante<sup>12</sup>. Le positionnement socialiste répond donc à un échec de la propagande droitiste, problème renforcé par une difficulté de maintien des militants : « Trop souvent, le caractère foncièrement réactionnaire de nos programmes politiques fait de nous des gens que bien peu de choses différencient des hommes de droite. (...) Ce n'est que par une constante affirmation de notre caractère propre que nous briserons le phénomène du passage à la droite régimiste d'un trop grand nombre de nos anciens partisans et soutiens »<sup>13</sup>.

Face à ce constant dilemme – si la droite c'est l'anticommunisme, l'électeur droitier est poussé à la préservation continue de l'offre politique – c'est donc un glissement sémantique qui s'opère : « Que l'on ne compte pas sur nous pour la défense du capitalisme, fût-ce au nom de " l'Intérêt National ", éternelle tarte à la crème des gogos du patriotisme alimentaire. Nous voulons construire un Parti Révolutionnaire, c'est-à-dire un parti voué à la destruction des structures économiques et sociales, autant que politiques, du monde actuel. Dans la société que nous voulons, privilégiés et exploités n'auront pas de place, à moins de transformation complète »<sup>14</sup>. Les intentions sont claires : face à la crise, il faut « accentuer le côté socio-économique de nos propositions [il faut proposer aux masses] " Le Pain, la Paix et la Liberté ! " »<sup>15</sup>.

---

<sup>10</sup> A. Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1979, p.112.

<sup>11</sup> Tract GNR, s.d.

<sup>12</sup> Editorial, *Cahiers Européens hebdomadaires*, 24 décembre 1974.

<sup>13</sup> F. Duprat, préface à M. Derroncourt, « Pour une THEORIE nationaliste », *Dossiers nationalistes*, juin 1974 (?), p.2.

<sup>14</sup> F. Duprat, « Pour une ligne idéologique ferme Pour une pratique politique cohérente », *Cahiers Européens hebdomadaires*, 10 août 1976.

<sup>15</sup> F. Duprat, éditorial des *Cahiers Européens hebdomadaires*, 21 décembre 1977.

Derrière cette reprise du slogan du Front Populaire se dessine la volonté de marquer que le don du pain est suffisant et le socialisme non nécessaire pour assurer la paix du peuple. C'est aussi l'intelligence de comprendre que les nationalistes ne s'en sortiront pas politiquement s'ils se cantonnent plus longtemps à l'image des briseurs de grève, et qu'ils doivent en conséquence proclamer la fin de la lutte des classes par et pour la *Volksgemeinschaft*.

Il s'agit d'une double stratégie : à un premier positionnement de « droite nationale, sociale et populaire » destiné à l'attraction électorale (création du FN sur la base du compromis nationaliste, et devant jouer des dérives sinistres prêtées aux droites<sup>16</sup>), répond dialectiquement un positionnement NR constituant un mode d'accapement des militants et d'attraction des couches populaires<sup>17</sup>.

Le socialisme des NR relève d'abord d'une perspective populiste faisant songer au socialisme allemand et au socialisme national de Barrès, car si ici la nation se définit par les rapports de production dont elle est le lieu, elle ne compte qu'une infime couche parasite qui empêche le bonheur économique.

Pour Duprat, l'Etat néo-fasciste organisera le « Peuple tout entier » hormis cette caste parasitaire liée au capital apatride. Les modifications de l'infrastructure ne visent que cet aspect du capitalisme : « Banques, secteurs de pointe, centres de recherches et de distribution doivent être *repris* par le peuple français (...). La formule la meilleure serait probablement un contrôle souple de l'Etat et la remise au public, sous forme de don ou de vente à bas prix, d'actions représentant le capital des biens retournés à la communauté nationale. (...) Nous devons donc considérer que notre programme de Libération Politique et Sociale de notre peuple passe par l'adoption d'une économie communautaire au niveau des moyens de production »<sup>18</sup>.

La référence constante des NR au programme de 1930 du parti communiste allemand (« pour la libération nationale et sociale du peuple allemand ») est un marqueur politique signifiant. Mais le communautarisme y est nationalitaire : la restructuration des entreprises est donc bien une *nationalisation* et non une *socialisation* – nous sommes ici dans l'optique du MNR bolivien, de Drumont, des NR de Weimar, non dans celle des penseurs marxistes. Le capitalisme est de fait accepté tant qu'il est régulé, et cette régulation est essentiellement la tâche d'élimination de cette « fortune anonyme et vagabonde » qui désigne toujours les Juifs dans la langue des extrêmes droites. C'est leur exclusion de l'économie qui assure la justice sociale, c'est leur exclusion de la Nation qui assure l'union organique de celle-ci (ce qui va de pair avec celle des Arabes du lumpen-prolétariat) –

---

<sup>16</sup> Editorial, *Cahiers Européens hebdomadaires*, 24 janvier 1978.

<sup>17</sup> Aux campagnes électorales de 1974 comme de 1981 Jean-Marie Le Pen insistait sur le fait d'être l'unique candidat à se proclamer de droite. Le programme FN pour les présidentielles de 1974 propose entre autres la réduction du service public et du secteur nationalisé « au minimum », et loue « l'entreprise libre, moteur de l'expansion économique et moyen de promotion populaire » (« Principes de l'Etat National », *Le National*, mai 1974). L'électorat FN de 1984 est d'abord mû par l'anti-communisme

<sup>18</sup> F. Duprat, *Le Manifeste nationaliste-révolutionnaire, Dossiers nationalistes*, novembre 1976 (?), pp.2-7.

d'ailleurs, dans le nouvel ordre international que Duprat appelait de ses vœux, se trouvait l'idée d'une disparition des frontières douanières entre les Etats nationalistes d'Occident<sup>19</sup>.

Le socialisme de Duprat appelle la rude critique de Trotsky : « le nationalisme se réduit en économie à des explosions d'antisémitisme impuissantes ». Il s'agit bien d'un organicisme antimarxiste : revoici l'ombre de Moeller van den Bruck, le grand théoricien révolutionnaire conservateur allemand écrivant jadis que « Le socialisme est le fait qu'une Nation toute entière se sent vivre ensemble ». Mais cet interventionnisme étatique est sans doute trop maigre pour une part de sa base, et Duprat se doit de lui montrer que sa révolution conservatrice ne saurait se limiter à un principe de participation, de « capitalisme populaire », auquel une grande part de la droite est alors acquise.

Aussi revient-il sur ses positions économiques en précisant cette fois que la participation ne se fera pas par entreprise mais sera une « participation GLOBALE à l'échelle de la production nationale ». L'ennemi n'est pas le capitalisme, l'ère des *self-made-men* étant louée, mais le règne de la technocratie et du capitalisme international « dont le Sionisme est l'instrument politique et l'inspirateur idéologique ». Le « Socialisme nationaliste » se devrait donc de restituer l'économie à la Nation par le biais du « *plein développement de la libre entreprise* » qui est un « *véritable antidote au capitalisme monopolistique* »<sup>20</sup>.

Le discours marqué à gauche recouvre donc une idéologie ancrée à droite. La référence aux *self-made-men* témoigne sans ambages non seulement d'un soutien au capitalisme dans sa forme la plus radicale mais aussi sa justification théorique : le darwinisme social, fondement légitimateur du règne des *robber barons*. Il apparaît que le néo-fascisme, qui ne cesse de clamer son opposition au néo-libéralisme, peut ainsi en être bien plus proche qu'il ne le croit lui-même, et la Révolution conservatrice néo-libérale être servie par une idéologie fondamentalement anti-libérale, inspirée de la Révolution conservatrice allemande. C'est là une perspective qui se retrouve dans les raisons du succès électoral postérieur de l'extrême droite, mais qui est loin de faire l'unanimité des néo-fascistes dans les années soixante et soixante-dix.

## **A l'Est... tout de nouveau**

Les disciples de Jean Thiriart ont présenté l'évolution de cet ancien collaborateur sous le signe du progressisme et de la jouissance d'une *Weltanschauung* le plaçant au niveau de Marx<sup>21</sup>. La chose

---

<sup>19</sup>F. Duprat, « Un Programme de politique étrangère : nationalisme et Occident », dans ON, *Ordre nouveau*, supplément à *Pour un Ordre nouveau*, juin 1972, p.251.

<sup>20</sup> F. Duprat, « Bases du Combat N-R » et « Quelques définitions nécessaires », *Le Salut public*, janvier-février 1978, pp.6-11. Pour cet organe théorique des GNR la technocratie s'entend comme Synarchie ; le MNR et TV ont été, comme une certaine extrême gauche, des contempteurs réguliers de la Trilatérale, organisme néo-libéral transformé en complot synarchique – ceci renvoie au mouvement d'ensemble sur cette question, cf. O. Dard, *La Synarchie ou le mythe du complot permanent*, Perrin, Paris, 1998.

<sup>21</sup> Cf. *In Memoriam Jean Thiriart*, Machiavel, Charleroi, 1993.

relève de la propagande, la « vision du monde » de Thiriart restant fondamentalement fasciste. Son évolution idéologique est entamée par sa conversion aux thèses d'Oswald Mosley. L'ancien ministre travailliste et leader de la *British Union of Fascists* considère que doit être édifée la Nation européenne autarcique jouissant des ressources de l'Afrique. L'agriculture doit être nationalisée et planifiée, le corporatisme et le service minimum dans toutes les entreprises instaurés. La construction européenne est critiquée en cela qu'elle cherche d'abord à unir les nations économiquement, puis politiquement, alors que seule une inversion de cet ordre rendrait l'Europe possible. L'Etat central doit fixer les prix, si nécessaire, et les salaires, selon une grille très large afin d'encourager l'initiative (Mosley, comme Thiriart, prisant fort la liberté lorsqu'il s'agit de celle d'entreprendre). Il doit également investir massivement dans la recherche scientifique appliquée afin d'augmenter la productivité et, par un cercle vertueux, les salaires et la demande<sup>22</sup>. Mosley ne le précise pas mais les conceptions géo-économiques ici présentées s'inscrivent dans la lignée de concepts proposés par la RSI, Hitler et Otto Strasser, le leader de l'aile " gauche " du NSDAP. La formulation choisie lui permet toutefois d'exprimer sous l'angle de l'utopie économique-sociale ce qui est avant toute chose un projet totalitaire racial et culturel<sup>23</sup>.

Jeune Europe (1962), la formation de Thiriart, propose que l'Etat européen exproprie les intérêts américains, réalise une autarcie relative, et instaure la planification économique. Elle dénonce comme une « monstruosité réactionnaire » le « capitalisme d'Etat » soviétique. Toute nationalisation est récusée au bénéfice d'une cogestion de la production des entreprises et d'une régulation étatique du rapport salaires-prix (influence de Mosley)<sup>24</sup>. Pour Thiriart communisme et capitalisme ne sont que maladies de civilisation infantiles. L'Europe, jouissant d'une monnaie unique, doit appliquer un socialisme spartiate, qui sait que « la nation est le contenant et le socialisme le contenu ». Ce mouvement déjà amorcé par la Chine et la Yougoslavie, est censé devoir inexorablement porter le communisme vers le « communautarisme », préparant ainsi la jonction de l'Est et de l'Ouest

---

<sup>22</sup> O. Mosley, *La Nation Europe*, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1962, pp.9-15 et pp.58-84. L'inversion des priorités européennes était aussi prônée par Bardèche : l'avant-gardisme réel de leur européisme (qui est leur socialisme) était ainsi perturbé par leur vitalisme et leur vision de l'Etat comme *ultima ratio*, traits typiques du fascisme.

<sup>23</sup> Il s'agit donc, au contraire de ce qu'affirme Mosley, d'une continuation de son fascisme et non d'une *doxa* nouvelle. Le BUF, rapidement devenu plus proche idéologiquement du NSDAP que du PNF, était jadis déjà plus occupé par les thèmes culturels qu'économiques et sociaux (cf. R. Griffin « *The Reclamation of fascist culture* », *European history quarterly*, vol. 31, n°4, 2001, p.619). Les idées économiques essentielles de Strasser sont : nationalisation à 51% des industries vitales à l'Etat et à 49% des non-vitales, participation des travailleurs aux bénéfices, économie basée sur une agriculture où l'Etat est propriétaire des terres, création d'une zone de coopération économique internationale. Il fit scission en 1930 du NSDAP pour fonder son propre mouvement qui se vida rapidement au bénéfice du KPD entre autres.

<sup>24</sup> J. Thiriart, *La Révolution nationale-européenne*, Ars, Nantes, s.d. Si, depuis vingt ans, cette brochure est rééditée en l'attribuant à Thiriart nous avons de nombreuses raisons de penser que son édition originale (1962) est d'Emile Lecerf. Ancien membre de la section wallonne de l'Institut culturel de la *Waffen SS*, Lecerf a fait scission de JE et a lancé le Front National-Européen (1964) et le journal *Révolution européenne* (intitulé repris par l'organe de TV en 1987), et, avant que de travailler avec le GRECE, s'est lié à E-A. Le nom de Lecerf a souvent été avancé dans le cadre de l'éventuelle stratégie de la tension belge.



européens. Cependant l'Europe autarcique, en brisant les monopoles, devrait assurer le caractère darwinien du marché, protéger « la libre entreprise » qui « garantit la liberté politique », et réaliser « l'hégémonie des producteurs »<sup>25</sup>. En accord – quoiqu'elle ne cesse de les attaquer – avec *E-A* et Tixier-Vignancour, JE exige le redéploiement de l'aide au Tiers-Monde au bénéfice de l'économie française, mais évolue aussi vers l'éloge des coopératives comme complément de l'entreprise privée, la nationalisation des grands groupes et la validation d'un « communisme national, phase transitoire vers le communautarisme européen ». La position est en fait parfaitement résumée par un visuel de couverture de la presse de Thiriart où, sous le titre « Le National-communisme européen ? », apparaît une croix celtique derrière un drapeau communiste que l'on tire<sup>26</sup>.

Redécouvrant Niekish, Thiriart évolue vers un « national-bolchevisme européen », rêve d'une fusion de l'URSS et de l'Europe qui reprendrait la jouissance de l'Afrique, économiquement décrit comme un « communisme démarxisé » qui est analogiquement renvoyé à la NEP – ce qui ne doit pas masquer que cette NEP est conçue en tant qu'état et non en tant qu'étape, différence primordiale s'il en est<sup>27</sup>.

Les références à Thiriart, Niekish et à Otto Strasser sont explicites dans un mouvement, l'Organisation Lutte du Peuple, co-fondé par la section nantaise d'Ordre Nouveau (1970), exclue en 1971, et un groupe né d'Occident mais revenant aux positions d'*E-A*, Pour une Jeune Europe (1969)<sup>28</sup>. PJE participe à la fondation d'ON puis le quitte en dénonçant le fait que « l'épiderme anticommuniste à tout crin [d'ON] la conduit à se comporter en allié objectif du régime ». L'année suivante, PJE appelle à manifester avec les gauchistes contre un meeting d'ON, au nom de « la lutte contre la réaction et les suppôts du capital »<sup>29</sup>. L'OLP reprend le positionnement dit « nazi-maoïste » né des réflexions de l'italien Franco Freda, c'est-à-dire, en amont, du choc du *Maggio rampiante. Lotta di Popolo*, l'organisation de M. Freda, a organisé sa micro-internationale et innové avec des slogans tels que « Vive la dictature fasciste du prolétariat ! ».

Le discours fondateur de cette tendance voit M. Freda critiquer violemment les positions de JE, dont il provient (et dont il garde le concept d'une Europe devant se libérer du joug capitaliste américano-soviétique par l'alliance avec le tiers-monde), au profit d'un révolutionnarisme

<sup>25</sup> J. Thiriart, *Un Empire de 400 millions d'hommes : l'Europe*, J. Thiriart, Bruxelles, 1964, pp.99-138.

<sup>26</sup> Cf. *La Nation européenne*, 15 janvier-15 février 1966, 15 novembre-15 décembre 1966 et 15 janvier-15 février 1967.

<sup>27</sup> Historiquement, l'expression « communisme démarxisé » est un oxymoron, puisque si le terme « communisme » précède Marx, il est par la suite l'exclusivité de ceux qui se reconnaissent dans *Le Manifeste du Parti communiste*. Toutefois cette démarche est du même type que celle qui prélude à l'usage de ce mot par le MNR.

<sup>28</sup> Exclue et non scissionniste comme l'OLP l'affirme ensuite, comme le démontre une feuille que produit la section nantaise d'ON et où elle annonce son éviction (*Avant-garde nationale*, n°1, s.d.).

<sup>29</sup> *Le Monde*, 16 septembre 1970 ; P.Péninque, *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, mémoire de diplôme, I.E.P. de Paris, 1976, p.17 (il s'agit d'un cadre du GUD). Le principal responsable de PJE rejoint ensuite le RPR puis le FN.

foncièrement évolien. S'inspirant de Gramsci (il faut encore une décennie au GRECE pour l'oser), il dénonce « l'hégémonie politique » de la bourgeoisie dont Marx et Engels, dit-il, ont « magistralement » dénoncé la dictature. Il faut « adopter une structure – pour ainsi dire – communiste » quoique anti-égalitariste. « Toutes les richesses matérielles » doivent être propriété de l'Etat qui doit planifier la consommation et les naissances conformément à l'organisation de la production. La fonction économique englobe la totalité du fait social, ce qui est en fait un habillement de l'ordre étatique comme réalité supérieure. Ainsi si une personne enfreint une loi tous les membres de son comité économique seront punis car l'Etat « ne reconnaît aucune réalité autonome à l'individu, mais seulement aux corps constitués ou unités productives dans lesquels il est constitutionnellement inséré ». Franco Freda achève sa démonstration par l'appel à l'unité d'action avec l'extrême gauche dans la lutte armée contre l'Etat capitaliste<sup>30</sup>.

On a ici l'un des efforts les plus sérieux (malgré les formulations scatologiques) de définition d'un programme qui dépasse le fascisme – dont Evola tenta jadis en vain d'être l'inspirateur – pour réaliser un néo-fascisme qui soit réellement un totalitarisme et non un replâtrage autoritaire de la droite. Est ainsi renouvelée l'approche de la responsabilité collective : dans le système nazi elle reposait sur la famille, déclarée coresponsable des actes d'un de ses membres (*Sippenhaft*), ici les liens du sang sont remplacés par ceux de la production. L'un des axes forts de cette rhétorique est qu'elle peut produire diverses lectures, renvoyant, selon le récepteur, aussi bien à Goebbels qu'à l'extrême gauche. Le mélange de national-bolchevisme, de références marxistes-léninistes et de philosophie évolienne fournit ainsi un mélange hautement détonnant, dont on espéra sans doute qu'il puisse intensifier les contradictions internes de la démocratie de marché. Il s'inscrit toutefois de façon indépassable dans la perspective stratégique du *Maggio rampiante*<sup>31</sup>. Cela ressort également lors de l'importation du nazi-maoïsme en France, puisque l'OLP, qui affirme prôner un « socialisme viril », en omettant de préciser que cette expression fut celle de Drieu La Rochelle pour qualifier le nazisme, précise à ses membres que les mots d' « ordre », de « sélection » et de « discipline » ne sont eux-mêmes qu'à utiliser en précisant que l'on est hors-système et anti-capitaliste. Il est spécifié : « *Ne pas avoir peur d'utiliser des terminologies dites gauchistes, à condition bien entendu d'en préciser ou d'en modifier le sens* »<sup>32</sup>.

Durant la décennie soixante-dix, la domination du prolétariat dans la représentation révolutionnaire explique peut-être que les adeptes de Niekisch et Strasser évacuent des préceptes de leurs maîtres les éléments de l'extrémisme agrarien anti-industriel. Seule l'OLP, présenta cet aspect en rendant hommage aux Khmers rouges, hommage que l'on retrouva dans le *Partisan européen* (1986), accompagné de ceux adressés à Mao et au régime albanais. L'ambiguïté perdure puisque, dans le

<sup>30</sup> F. Freda, *La Désintégration du système*, Ars, Nantes, s.d. (1969).

<sup>31</sup> Nous n'entrerons pas ici dans la question de la stratégie de la tension.

<sup>32</sup> OLP, *Code du militant Lutte du peuple*, s.d., document interne ; Drieu cité in P. Ory, *Les Collaborateurs 1940-1945*, Le Seuil, Paris, 1976, p.212.

numéro même où figure la première reprise de l'aigle national-bolchevique de Niekisch, *Le Partisan européen* hurle au complot juif contre la France derrière les manifestations estudiantines<sup>33</sup>. C'est là – ils n'en peuvent mais – l'un des traits les plus constants des nationalistes : en appeler à la révolution et à la jonction avec le peuple, mais *in fine* rejoindre la réaction au premier mouvement social survenu.

Néanmoins, cette période a fait surgir une foison de mots-concepts, mots-slogans, une habitude de redéfinir les mots d'ordre, qui ne va pas cesser d'irriguer certaines *praxis*<sup>34</sup>. Toujours dans une perspective européiste, et encore sous le signe de Mai, d'autres néo-fascistes avaient quant à eux, pendant ce temps, trouvé dans le titisme et le proudhonisme une formulation modernisée de leur utopie.

### **Autogestion et « socialisme européen »**

Ancien trotskyste, ex-stalinien puis doriote avant que d'intégrer la *Waffen SS*, René Binet est le personnage phare du néo-nazisme des années cinquante. Si ce néo-nazisme est ostentatoire idéologiquement, Binet se découvre toutefois économiquement titiste et, tentant de procéder à la jonction avec des gauchistes, se revendique d'un « national-progressisme »<sup>35</sup>. Dénonçant l'imposition du judéo-capitalisme derrière le « nègre » américain et le « mongol » soviétique occupant l'Europe, Binet affirme que la célébration de la Commune et la défense de la race sont deux faits indissociables. Il appelle à pratiquer l'entrisme à la CGT afin de faire dévier celle-ci de son cours judéo-marxiste : « Nous sommes des socialistes (...) mais nous sommes aussi ceux qui feront prendre conscience à tous de la réalité raciale »<sup>36</sup>. Malgré les références proclamées, malgré les emprunts nombreux à la propagande des SA et du strasserisme, le discours de Binet ne parvient pas à dépasser le cadre raciste pour aboutir à de minimales propositions économiques.

Les penchants titistes se retrouveront néanmoins en quelques occasions chez ceux qui connaissent l'œuvre de Binet et s'en inspirèrent lors de leur participation à *E-A*. Au sein de *Socialisme européen* est souhaitée la « socialisation des moyens de production et des secteurs économiques

---

<sup>33</sup> Cf. Camus et Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France*, P.U.L., Lyon, 1992, p. 288 ; *Le Partisan européen*, prairial-messidor 1986 et pluviose 1987 (sic). Le modèle économique donné est le strasserisme mais la base doctrinale est l'édification d'empires raciaux autarciques (*Manifeste du Partisan européen*, Ars, Nantes, s.d.). L'intérêt pour le modèle maoïste peut s'expliquer par l'ethnicisme de la revue : c'est bien la paysannerie qui, dans les nationalisme-révolutionnaires de Weimar, permet de réaliser la Nation en lui apportant les valeurs *völkisch*.

<sup>34</sup> Les mouvements NR qui ont loué durant les années 90 la Corée du Nord (Parti Communiste National-européen et Nouvelle Résistance, se donnant entre autres pour références Thiriart, l'OLP, et *Le Partisan européen*) ne l'ont toutefois pas fait en raison du caractère autarcique ou ethniciste de la doctrine nord-coréenne (la *juche*) mais par anti-américanisme : la question économique-sociale est bel et bien subordonnée à celle de l'ennemi principal elle-même traduite en une visée géopolitique.

<sup>35</sup> *Le Monde*, 30-31 octobre 1949 ; F. Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à 1971*, L'Homme libre, Paris, 1998 (1971), p.39 et p.54.

<sup>36</sup> *Le Combattant européen*, mars, avril, juillet et août 1946. L'intitulé fait référence au journal de la LVF.

vitaux » mais en récusant la bureaucratie au bénéfice de « coopératives de production et de consommation, débouchant sur l'autogestion » ; cette autogestion est à mettre en parallèle avec l'utopie de la revue : l'édification d'une Europe de Brest à Bucarest fédérant des régions mono-ethniques. Se revendiquant de Sorel et de la Commune, le périodique tente d'abord de s'approcher de la FGDS de François Mitterrand, puis abandonne cette voie consécutivement à Mai 68. Il accentue alors sa dialectique gauchistoïde, son analyse de Mai étant que « nous sommes peut-être en train de vivre la seconde révolution française », formulation fasciste s'il en est<sup>37</sup>. L'effort de rhétorique mène ces ex-E-A à tenter de la sorte d'infiltrer les groupuscules anarchistes. Ils collaborent dans cette optique au Rassemblement Socialiste Européen, lancé avec l'appui de la Fédération Générale des Etudiants-Européens (1964). Celle-ci fut créée par d'ex-JN pro-Thiriart ayant participé à la fondation d'Occident (principalement Jean-Claude Jacquard, par la suite rédacteur à *Défense de l'Occident* et membre du Parti des Forces Nouvelles), et se lia à la FANE. Elle opère la jonction avec les scissionnistes belges du Jeune Europe de Thiriart, menés par Emile Lecerf<sup>38</sup>.

Se référant à Rossel, Henri de Man<sup>39</sup>, Saint Simon, Fourier et Proudhon, le RSE cite en exemple le titisme mais vise à une planification économique sise en une Europe unifiée où le pouvoir économique revient en partie aux régions mono-ethniques. Cette Europe aura aboli les patries mais revivifié les ethnies confrontées au « MONDIALISME » du capitalisme « qui sait que des peuples privés de structures spécifiques sont incapables de se défendre contre ses manœuvres » et sont donc aptes à être le déversoir de sa production. Doit ainsi être instauré une « troisième voie » qui soit un socialisme spartiate et néo-darwinien, afin de briser « la conspiration mondiale contre les peuples : néo-capitalisme monopoliste aux USA, néo-capitalisme d'Etat en URSS »<sup>40</sup>.

Cette dialectique n'influa certes pas les milieux gauchistes mais préfigure nettement celle du tournant anti-occidentaliste du GRECE, dans ses formes économiques, raciales et géopolitiques. Sur le plan organisationnel, l'échec est si patent que le RSE intègre PJE. Pour celui-ci, le socialisme c'est d'abord la révolution qui mène à « l'Europe aux cent drapeaux », ce qui réclame de s'allier avec les

---

<sup>37</sup> Editorial, *Socialisme européen*, mars-avril et mai-juin 1968.

<sup>38</sup> Camus et Monzat, 1992, p.51 ; Y. Sauveur, *Jean Thiriart et le national communautarisme européen*, *Revue d'Histoire du nationalisme révolutionnaire*, Ars, Nantes, s.d. (1978), p.47 ; F. Duprat, 1998, pp.160-161. Les éléments racialisés sont nettement plus importants que l'antisémitisme ; les Juifs sont ici les élites politico-financières des USA (cf. *Réalités Socialistes européennes*, deuxième trimestre 1969 ; il s'agit de l'organe de la FGE-RSE). Selon nos informations, la FGE participa à la campagne des Comités Tixier-Vignancour (1965). C'est dire que la présentation faite postérieurement par des NR de *Socialisme européen* et de la FGE comme des témoignages du " nationalisme de gauche " sont des reconstructions propagandistes.

<sup>39</sup> Socialiste belge passé à la Collaboration.

<sup>40</sup> G. Gravot, « Introduction à l'Europe », *Réalités Socialistes européennes*, décembre 1968 ; R. Lambert, « Les Deux points fondamentaux de la Révolution », *ibid.*, février 1969. Il est à noter que le mot « mondialisme » n'apparaît que trente ans plus tard dans les dictionnaires, ceux-ci étant précédés par le FN qui édite une brochure à son sujet dès 1992.

gauchistes, de même qu'il eût participé, affirme-t-il, à Mai 68<sup>41</sup>. Le « socialisme européen » est ici une nationalisation du secteur bancaire et une privatisation des industries, la cogestion et la déconcentration des entreprises, l'incitation à la réalisation d'entreprises familiales agricoles en auto-gestion, et la criminalisation de la spéculation<sup>42</sup>. Ainsi PJE préfigure-t-il bien des mouvements ultérieurs en liant les conceptions raciales d'E-A avec des emprunts à Thiriart, et les legs rénovés de la RSI et du « nazisme de gauche » d'Otto Strasser.

Les principes d'auto-gestion auront ainsi été le fait des adeptes d'une Europe fédérée des régions mono-ethniques, ce mode de gestion et de production se devant de compléter la construction politique dans le sens de l'établissement d'un communautarisme qui soit une société fermée, mais qui se présente sous le vocable du progressisme – à la fois par souci de propagande et par une logique idéologique réelle<sup>43</sup>. Le socialisme européen de la Guerre froide est bien la continuité de celui d'un Rebatet. L'intérêt pour les expériences maoïste ou titiste ne saurait donc être ramené à un simple déguisement propagandiste : il y a là une fascination pour le potentiel « prussien » d'une politique moderne de mobilisation des masses qui s'inscrit dans la lignée de la fascination des nationalistes allemands pour le communisme de guerre – ce qui revient à souligner que c'est l'effet culturel induit sur la communauté par une politique économique autoritaire qui intéresse les nationalistes et non cette économie en-soi<sup>44</sup>.

### **Le Solidarisme, ou la poursuite du lapin blanc**

Le « solidarisme » des nationalistes est un terme piège pour les analystes dans leur tentative de donner une cohérence à un courant prolix en formations et confus en définition doctrinale. La raison en est à nos yeux que le solidarisme nationaliste comme doctrine et comme courant n'existe pas, mais que cette inexistence constitue un fait historique pertinent pour comprendre le rapport de l'extrême droite radicale à l'édification d'une doctrine économique-sociale.

---

<sup>41</sup> *Pour une jeune Europe*, avril-mai 1969. Quelques rares membres d'Occident participèrent aux barricades « juste pour le plaisir de la cogne contre les flics » (e-mail d'un responsable d'alors à l'auteur). Proches de PJE, les néo-nazis de la FANE y ont été, disent-ils, et en ont déduit qu'il fallait réaliser la jonction avec l'extrême gauche (*Notre Europe*, juin et août 1968, mai 1970). Au sein des GNR, ils sont proches du groupe lyonnais de Peuple et Nation ayant scissionnés du NOE. P&N se revendique de F. Freda, des programmes fascistes de 1919 et de 1943, du personnalisme, dénonce les Jaunes du Service d'Action Civique (1958), et reprend les revendications de Strasser (cf. *Peuple et Nation*, juin, septembre et novembre 1977).

<sup>42</sup> *Manifeste, Pour une Jeune Europe*, novembre 1969, pp.7-10.

<sup>43</sup> J. Mabire (E-A, GRECE, proche de Terre et Peuple) et Y. Fouéré participent en 1969 à la création d'une Internationale Fédéraliste Européenne adepte de l'autogestion (H. Coston, *Dictionnaire de la politique française*, La Librairie française, Paris, 1972, p.563).

<sup>44</sup> Le communisme de guerre s'inspire lui-même de l'économie de guerre allemande planifiée, en particulier de l'organisation de la *Planswirtschaft* par von Moellendorf (A. Stanziani, *L'Economie en révolution : le cas russe, 1870-1930*, Albin Michel, Paris, 1998).

Les origines de ce « solidarisme » se trouvent dans l'OAS-Métro Jeunes (OMJ), puis dans le Mouvement Jeune Révolution qui poursuit son combat et clame sa volonté d'une troisième voie teintée de personnalisme et du legs de Maurras<sup>45</sup>. 1968 radicalise le MJR qui se proclame à sa suite solidariste et abandonne la dialectique eurafricaine pour un européisme anti-américain rejetant références et projets fascistes – mais le refus du Système couplé à l'antifascisme s'exprime de la part du MJR par la reprise, comme bien des groupes ici évoqués, du slogan de Doriot « ni droite, ni gauche : en avant ! ». Sont mis en avant les liens avec le russe-blanc *Narodno Trudovoi Soyouz* qui, depuis les années trente, se dit « solidariste » pour recouvrir une phraséologie confuse empruntant au personnalisme aussi bien qu'à Berdiaev et Bourgeois, réclamant un régime national-autoritaire mais conservant les conquêtes sociales de l'URSS<sup>46</sup>. Le symbole solidariste est le trident, repris au NTS. Le fait que M. Malliarakis affirme plus tard que le logo ait été choisi en référence aux indo-européens, car « le message de la Tripartition est fondamentalement solidariste » témoigne de la plasticité du « solidarisme » et de l'influence de la pensée évolienne et gréciste sur la mouvance NR – quoique le solidarisme ait pu aussi être considéré comme la restauration de la tripartition<sup>47</sup>.

Le nom permet de se référer au solidarisme français né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et d'ainsi présenter une idéologie corporatiste et néo-fasciste sous un vocable oublié des masses et non-disqualifiant. Lui et le trident sont ici des moyens de se différencier des groupes qui se revendiquent comme fascistes et usent de la croix celtique (ON, GNR, *etc.*). C'est là l'optique de Jean-Gilles Malliarakis, militant néo-fasciste qui, en 1968, suite à l'audition d'une conférence sur le solidarisme de Bourgeois, eût lancer ce terme dans le milieu de Jeune Révolution<sup>48</sup>. Le mot devient le bien commun des nationalistes, utilisé jusqu'aux nazi-maoïstes des *Cahiers du CDP* (1971), proches de Thiriart et du GRECE après avoir été du MJR, qui le situent comme complément de celui de nationalisme-révolutionnaire et qui, partant de Bourgeois pour arriver à Mussolini, osent la formule « il peut exister plusieurs voies pour atteindre au solidarisme. Le fascisme se veut l'une de celles-

---

<sup>45</sup> *Jeune Révolution* est le titre de l'organe clandestin de l'OAS-Métro-Jeunes, qui fournit ainsi le nom du MJR ; il fut aussi antérieurement le nom d'un journal du MSE. Métro-Jeunes, Mouvement Jeune Révolution, MNR : les proximités des consonances renvoient aux filiations. Les références sont d'autant plus explicites que la tendance créa un Conseil Solidariste de la Révolution, pendant du Conseil National de la Révolution de la fin de l'OAS.

<sup>46</sup> F. Backman, *Le Mouvement Jeune Révolution (1966-1971), de l'OAS au « Solidarisme »*, DEA d'Histoire, IEP de Paris, 1993 ; F. Solchaga (pseudonyme de Duprat), « Une Nouvelle *Guépou* : Le NST (sic), police secrète soviétique », *Défense de l'Occident*, février 1968, pp.47-54. Les autres groupes qui, en Europe, choisirent de se qualifier de « solidaristes » le firent aussi suite à leurs contacts avec le NTS.

<sup>47</sup> Cf. D. Cologne, ex-GNR et nazi-maoïste, dans *Cahiers du Solidarisme*, automne 1978 et J-G. Malliarakis dans *Jeune Nation solidariste*, décembre 1984. Le logotype solidariste évoque également celui du Groupe de Protection des Jeunes de l'Europe Nouvelle. Si cela ne saurait pour autant désigner une tradition politique auto-référencée, on peut cependant, par ces nombreuses ambiguïtés de signes, s'interroger sur une tradition esthétique qui ressortirait des schèmes idéologiques et participerait ainsi à la définition du champ politique.

<sup>48</sup> Entretien, Paris, 30 septembre 2002. Diplômé d'économie, M. Malliarakis a un goût pour la question qui a marqué toutes ses publications et constitue ainsi un cas singulier dans cette mouvance. La chute de l'URSS l'a vu évoluer vers le néo-libéralisme en matière économique, ce qu'il considère être un « patriotisme libertarien ».

ci »<sup>49</sup>. La presse solidariste précisait que Bourgeois étant sans importance « nous n'avons à assumer que le contenu que nous lui [le solidarisme] donnons, et les actes qui s'y rattachent »<sup>50</sup>. Le jeu permis est effectivement habile : lorsque le MNR est suspecté, totalement à tort, d'attentats antisémites, M. Malliarakis peut ainsi répondre à la presse que « L'idéologie du MNR c'est le solidarisme. Le fondateur était un humaniste franc-maçon français, Léon Bourgeois »<sup>51</sup>. Ce « solidarisme » est ainsi venu couvrir non seulement des idées toujours confuses, mais qui plus est fort diverses, quoique relevant toutes du néo-fascisme – mais ses adeptes peuvent se présenter et ressentir tels des « anarchistes de droite », ce qui vaudra aux Groupes Action Jeunesse (1973) une présentation aimable dans *Charlie Hebdo*<sup>52</sup>.

Les GAJ, nés du MJR, rejettent vigoureusement le monétarisme, et voient en mai 68 « la revanche de Proudhon sur Karl Marx ». Ils réclament la nationalisation des multinationales implantées en France, une zone de coopération méditerranéenne, la participation des travailleurs aux bénéfices à l'échelle nationale, la planification et la nationalisation d'une partie de la production et des banques, le corporatisme, les pouvoirs de recrutement et de désignation de la maîtrise confiés aux travailleurs. En une transposition du schéma marxiste, l'instauration du totalitarisme fasciste est perçue comme une éventuelle transition vers la société solidariste<sup>53</sup>.

Après la dislocation des GNR, l'équipe issue des GAJ est à l'origine du lancement du MNR, voulant regrouper ceux qui étaient séparés par deux étiquettes, NR et solidaristes, dont l'on s'évertue désormais à signifier la synonymie – on laisse entendre que NR serait la désignation politique, solidariste la seule économique. Cette période est marquée par une forte pluralité au sein du groupe dont l'organe publie parfois des textes très socialistes et révolutionnaires. Toutefois, si *Les 19 points* (1979) sont marqués par un accent national-totalitaire (planification, nationalisations, corporatisme, répression de la spéculation et « abolition des privilèges bourgeois »), et tandis qu'une « Jeune Garde » remaniée devient l'hymne du mouvement, la transformation du MNR en Troisième Voie bouleverse encore le contenu de ce que serait censé être ce solidarisme<sup>54</sup>. Le mot se voit supplanté par

---

<sup>49</sup> *Cahiers du CDPJ, Principes de l'action fasciste*, Ars Magna, Nantes, 1997 (1974).

<sup>50</sup> *Cahiers du Solidarisme*, n°3, 1976.

<sup>51</sup> Dans *Le Quotidien de Paris*, 18 août 1980. Comme la propagande produit de l'idéologie, on vit parfois des militants néo-fascistes revendiquer Bourgeois comme un des leurs...

<sup>52</sup> Auto-définition donnée par M. Collinot cité par D. Mazucchetti, *Le Front National et « les Années Noires »*, mémoire de diplôme, I.E.P. de Paris, 1991, p.12 (M. Collinot a rejoint ensuite la direction du FN). L'anarchisme de droite n'existe pas : il n'est qu'une sous-tendance comportementaliste de l'extrême droite. Cf. *Cahiers du CDPJ*, décembre 1974 ; enquête sur les nationalistes dans *Charlie Hebdo*, juin et juillet 1977 ; Bergeron et Vilgier, *De Le Pen à Le Pen*, Morin, Grez-en-Brouère, 1985, pp.98-104. Il est à souligner que l'aspect spiritualiste du solidarisme du MJR n'est peut être pas étranger au fait que nombre de ses membres aient ensuite évolué vers le national-catholicisme, au contraire des NR, plus influencés par le néo-paganisme et laïques.

<sup>53</sup> Cf. *Jeune Garde solidariste*, août-septembre et octobre-novembre 1975, octobre 1976. On trouve les habituels référents : Rossel, Drumont, Saint-Simon, etc.

<sup>54</sup> Révélateur est le débat dans l'organe du MNR où J-P Varèse rejette le sous-texte économique des 19 points (le bon capitalisme national contre le mauvais international), et avec lui le slogan « ni droite, ni gauche » (« Car, il

un autre terme, le tercérisme. Si celui-ci renforce la connotation justicialiste, servi par un discours anticapitaliste (*i.e.* surtout anti-américain), les racines mises en avant, outre Blanqui et Proudhon, sont le comte de Chambord et La Tour du Pin<sup>55</sup>. Ainsi, au fur et à mesure que l'organisation se développe et espère obtenir un débouché politique (désir avorté de participer aux élections de 1986), elle dérive à droite, se centrise.

Malgré la rhétorique radicale, il s'agit bien d'un en-deçà du fascisme lui-même, le solidarisme étant ici plus proche du franquisme qu'il conspuait pourtant en tant que réaction cléricale et capitaliste. Il n'est idéologiquement, au bout du compte, qu'une composante de la dialectique interne du nationalisme-révolutionnaire ; sur le plan du capital humain, ce courant a connu, comme le reste des néo-fascismes en France, le double phénomène d'amalgame : d'une part dans la mouvance NR, d'autre part dans l'encadrement du Front National (où le solidarisme comme qualification ne veut rien dire, hormis que le tendance Stirbois provient de ce que fut le milieu solidariste post-OMJ). Alors même que le mot « fascisme » s'entend chez les NR et néo-solidaristes en se référant à celui de 1919 et en le rêvant plus révolutionnaire qu'il ne le fût, il n'empêche que ceux qui se veulent les descendants de la « droite révolutionnaire », en sa transcription formulée par Zeev Sternhell, et influencés par la Révolution conservatrice allemande, telle que transcrite par Armin Mohler, avalisent l'analyse selon laquelle « aujourd'hui comme hier, il semble bien en effet que la synthèse nationaliste se fasse au profit du corpus idéologique le plus cohérent : celui de la contre-révolution »<sup>56</sup>.

### **Demande sociale-raciste et monde post-industriel**

La troisième voie entre communisme et capitalisme du chemin différent à arpenter se transforme en entre-deux, plus ou moins teinté de libéralisme ou de *pathos* socialisant selon la politique en oeuvre et les propositions présentes dans la société civile. Si nombre de ces propositions

---

faut choisir le camp auquel on appartient : les forces populaires ou l'Etat et ses flics ? les syndicats ou les patrons ? la Gauche ou la Droite ? Moi, j'ai choisi : on ne peut être réellement anticapitaliste et être catalogué à droite », ce à quoi L. Bergès répond vigoureusement : « nous sommes la troisième voie, la troisième position » (*Jeune Nation solidariste*, 12 juillet 1979 et 26 juillet 1979).

<sup>55</sup> J-G. Malliarakis, « De La Tour du Pin à la Troisième voie », *Troisième Voie*, septembre-octobre 1987, pp.37-43 ; il s'agit du numéro un de la revue de recherche doctrinale, dédié à *L'Economie indépendante*. L'évolution taxinomique est aussi européenne ; les *Cahiers du Solidarisme* de l'été 1979 définissaient le solidarisme comme « une troisième voie » . La transformation du MNR en TV se fait suite aux rapprochements avec le PFN et le GRECE. Ce dernier avait consacré son colloque de 1985 à *La Troisième voie* et avait tenu meeting commun avec le MNR à l'invitation du Cercle Proudhon (*cf. Article 31*, avril 1985 ; on voit ici l'influence des travaux de Zeev Sternhell sur les nationalistes). Le MNR s'était déjà enflammé au colloque du GRECE de 1978 pour l'exposé de G. Faye « critiquant la société marchande et le capitalisme, danger plus grave et plus réel que le marxisme » (dans *Jeune Nation solidariste*, 14 décembre 1978). Les années 80 ont vu les divers nationalistes être influencés par les thèses de M. Faye, chantre des empires autarciques.

<sup>56</sup> P.Milza, « Les Cultures politiques du nationalisme français », dans *Les Cultures politiques en France*, S. Bernstein (dir.), Le Seuil, Paris, 2003, p.374. En ce qui concerne la Révolution conservatrice allemande son courant néo-conservateur se référait explicitement au « solidarisme » en tant que socialisme organique (L. Dupeux, *National-bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, H. Champion, Paris, 1979, p.75).



se réfèrent au socialisme national (celui de Barrès ou de Strasser) il n'en demeure ainsi pas moins qu'elles peinent à faire concilier « valeurs sociales de gauche et valeurs politiques de droite » selon la règle du nationalisme à la française. Les Jaunes ont beau être décriés, le non-conformisme être érigé en culte, la troisième voie se situe sur le plan esthétique et ne pénètre guère celui de l'élaboration économique originale. Plus que de théories, il s'agit de mots et de noms propres brandis en slogans, ayant pour fonction de réaliser des marqueurs idéologiques plus ou moins déconcertant – souvent afin d'éviter le mot de corporatisme.

Les néo-fascistes espèrent cependant que leur pose sociale et respectueuse de l'initiative privée serait à terme plus attractive que le programme frénétiquement libéral des nationaux-populistes. Cette tactique, qui était censé permettre de capitaliser au bénéfice des néo-fascistes la montée en puissance de l'extrême droite parlementaire, n'a pas obtenu les résultats politiques escomptés. Mais, d'une part, l'émergence de cette dernière s'est faite sur la base d'un électorat droitier sur lequel ce discours n'avait aucune prise, d'autre part les formations national-populistes se sont ensuite nourries de la désagrégation de la société industrielle à laquelle elles ont su répondre par un discours non-économique mais identitaire, basé sur une ethnicisation de la nation. Certes, les extrêmes droites libérales se sont pour cela abreuvées des concepts des néo-fascismes, mais en faisant litière des préceptes économiques que ces derniers, fixés sur le modèle de l'entre-deux-guerres, avaient cru indispensables pour réaliser une quelconque percée politique.

C'est donc la valeur éthique du darwinisme-social qui reprend son importance historique. C'est ce principe qui mena le Club de l'Horloge à s'extraire de son origine néo-droitière, car là où sa maison-mère le GRECE récuse le néo-libéralisme, le Club estime que celui-ci participe pleinement à l'anti-égalitarisme néo-darwinien prôné<sup>57</sup>. Le darwinisme social épouse ici ses deux formes, tout à la fois racialisiste et économiste, l'Etat rêvé devant être minimal économiquement et maximal concernant l'hygiène de la race.

Dans un séminaire de formation, dont les conclusions sont publiées au sein d'un bulletin confidentiel, les Horlogers exposent l'art d'exprimer leur projet. Comme avec les NR, il s'agit de dénoncer les parasitismes et d'imposer des synonymies, le socialisme devant être ramené à l'Est et le tout aux « nouvelles féodalités ». L'Etat-Providence doit donc se voir attaquer « au " niveau éthique " », au nom de la « liberté, égalité, fraternité, paix, justice, unité nationale, etc. » : c'est « l'Etat tutélaire, premiers pas vers l'Etat totalitaire ». L'argumentaire est complété par des consignes lexicales : ne point parler de conservatisme mais de réformes, récuser le terme de nationalisation au profit de celui d'étatisation, opposer « l'égalité républicaine des droits » à « l'égalité marxiste des résultats », etc.<sup>58</sup> Conformément à sa fonction, le Club a essayé ces préceptes au sein des droites

<sup>57</sup> Si les néo-droitiers s'échinèrent à se présenter comme gramscistes nés de Mai 1968, les formes adoptées par cette mouvance relèvent plutôt de l'histoire des *think tanks* néo-libéraux.

<sup>58</sup> Leroy et Blot, *La Bataille des mots. Pour un nouveau langage politique de l'opposition, Lettre d'information*, quatrième trimestre 1982. Non seulement M. Mégret ne cesse d'appliquer cette plaquette lorsqu'il est à la tête du

parlementaires ; conformément à son histoire, il les impose au FN une fois son triumvirat (MM. Blot, Le Gallou, Mégret) passé aux commandes de celui-ci.

Le schéma est celui de P. Ignazi : des extrêmes droites « post-industrielles » dont le succès se fonde sur des « valeurs post-matérialistes ». En conséquence, R. Griffin estime qu'il vaudrait mieux parler de « libéralisme ethnocratique » que d'extrême droite populiste – ce libéralisme ethnocratique travaillant à une ambiguïté du concept de *demos* qui réalise une pression sociale menant l'Europe à se constituer sous la forme d'une forteresse socio-économique et ethno-culturelle. Dans le cas français, cette perspective paraît confirmer par l'analyse des effets du poids du FN sur les sociétés civile et politique<sup>59</sup>.

Dès lors, en ce qui concerne les néo-fascistes, la volonté d'être à l'école de l'histoire butte sur l'anachronisme qui veut que l'on s'inspire en l'ère post-industrielle d'un national-bolchevisme allemand qui peut être considéré tel « un romantisme politique pour la société industrielle »<sup>60</sup>. Ce hiatus entre la *doxa*, la *praxis* de l'usage de l'histoire, et la structure économique-sociale, constitue un élément d'importance dans l'appréhension de l'insuccès des formations néo-fascistes et de la réussite de celles relevant du libéralisme ethnocratique.

Ce modèle permet également de mieux saisir le désastre des stratégies de récupération de l'électorat d'extrême droite : ce n'est pas le discours de la nation autoritaire et de la communauté sociale qui est attendu, mais les valeurs de l'ethnicité et du jeu de la libre concurrence produisant une inégalité sociale légitime, qui motivent, entre autres, le rejet du système politique en vigueur. Ce n'est ainsi ni à une offre de hiérarchisation organiciste (corporatisme), ni d'instruments de la solidarité sociale (*Welfare state*), ni de légitimation d'un ordre économique simplement darwinien (néo-libéralisme) que répondit l'électorat, sa réponse ayant été une demande de sens de la stratification socio-économique lorsque l'ascenseur social s'avère bloqué au sous-sol de la démocratie de marché – ce à quoi su répondre une formation comme le FN, avec son alchimie d'ultra-libéralisme, de populisme, d'irrationalisme assumé et de racisme. A la formule de Valois selon laquelle le fascisme

---

FN mais toute la stratégie de son parti autonome en découle également. Lorsqu'il produit le programme frontiste on peut y lire que « les entreprises étatisées [doivent être] rendues aux Français », pour signifier que les entreprises nationales doivent être privatisées (FN, *300 Mesures pour la renaissance de la France*, B. Mégret (dir.), Editions Nationales, Paris, 1993, p.417). Lorsque les élections de 1995 engendrent le phénomène du « gaucho-lepénisme », le programme ne se transforme pas mais le discours est altéré (slogan « ni droite, ni gauche » et anti-américanisme faisant office de socialisme), et le titre du nouvel ouvrage de M. Mégret (1997) est révélateur : *La Troisième voie* (cf. P-A Taguieff, « De l'anti-socialisme au national-racisme », *Raison présente*, quatrième trimestre 1988, pp.15-55 ; P. Perrineau, *Le Symptôme Le Pen*, Fayard, Paris, 1997 ; S. Bastow, « *The radicalization of Front National discourse : a politics of the "third way" ?* », *Patterns of prejudice*, juillet 1998, pp.55-68).

<sup>59</sup> Cf. P. Ignazi, « Les Partis d'extrême droite : les fruits inachevés de la société postindustrielle », *Les Croisés de la Société fermée*, P. Perrineau (dir.), L'Aube, La Tour d'Aigues, 2001, pp.369-384 ; R. Griffin, « Interregnum or Endgame ? Radical right thought in the "post-fascist" era », *The Journal of political ideologies*, vol 5, n°2, 2000, pp.163-178 et Vandendriessche et Villalba (dir.), *Le Front national au regard du droit*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2001.

<sup>60</sup> L. Dupeux, 1979, p.542.

c'est le nationalisme plus le socialisme, la « préférence nationale » répond comme en écho par cet autre algèbre : le libéralisme plus l'interclassisme ethnicisé.

## Conclusion

La période de la Guerre froide a obligé les néo-fascistes à intégrer le bloc de l'anti-communisme, effet accentué en France par la révision constitutionnelle de 1962 qui bipolarise *de facto* le système politique. Comme le fascisme du premier vingtième siècle fut obsédé par le bolchevisme et fut, entre autres choses, « une acculturation à droite des leçons de la révolution d'octobre »<sup>61</sup>, les néo-fascistes acculturent au même lieu les leçons et vœux dégagés de Mai 68. Mais si celui-ci représente une césure dans leurs discours, les velléités socialistes sont néanmoins constamment gênées par l'image de l'Ennemi auquel, par mimétisme historique, on souhaite certes reprendre arguments et partisans, mais qui mène à concevoir comme porteuses du " virus marxiste " les considérations économiques idoines. L'échec des expériences fascistes pousse de surcroît l'essentiel des groupes à rejeter la proposition d'un réel totalitarisme, tandis que le cadre historique laisse – au contraire de l'entre-deux-guerres – les néo-fascistes seuls dans le dogme du « ni droite, ni gauche » (solitude d'autant plus inconfortable que le poids culturel du marxisme les stigmatise socialement comme « bandes armées du Capital »). Conséquences du marginalisme politique où la dialectique devient illusion de l'acte : le sinistrisme mène à cet " extrémisme du centre ", de même que l'appel à la Périphérie conduit *in fine* au « compromis nationaliste » – donc, dans les deux cas, aux droites<sup>62</sup>. Ceux qui cherchèrent à constituer un néo-fascisme parlementaire durent ainsi réaliser des tours de passe-passe idéologiques, tel Duprat arguant qu'ON menait le combat contre le double front communiste et gauchiste, transformant ainsi le classique slogan SA « Contre le Front rouge et la Réaction »<sup>63</sup>.

Pourtant, pour s'extraire enfin du giron de la droite, diverses franges des nationalistes ont tenté de devenir internationalistes et socialistes-révolutionnaires. Mais le fascisme avait su puiser à la source de la révision du marxisme là où le néo-fascisme a souffert de la déliquescence du paradigme marxiste dans l'après-68. La pantomime de l'anticommunisme ne cache pas la difficulté que représente pour la construction des néo-fascismes la moindre irrigation de la société civile par cette foi en l'action qu'est le marxisme : on peut aussi percevoir sous cet angle l'émergence des courants nazi-maoïstes et nationaux-bolcheviques européens. Lorsque les droites parlementaires résument leurs références à

---

<sup>61</sup> P. Ory, *Du Fascisme*, Perrin, Paris, 2003, p.287.

<sup>62</sup> J. Thiriart définissait d'ailleurs son groupe comme « l'avant-garde du Centre » (J. Thiriart, *La Grande Nation. L'Europe unitaire de Brest à Bucarest*, Ars, Nantes, 1998 (1965), s.p.). Le PCN a repris la formule à la fin du siècle, tandis que les Anglais de *Third Way* se désignent tel « *the radical center* ».

<sup>63</sup> Cf. meeting d'ON dans *Le Monde*, 24 mars 1972. L'œuvre du nationaliste, c'est donc ici la violence antigauchiste, anticommuniste, non avant toute chose la mise à bas de la « démoploutocratie » – mais on a là une base du fascisme : l'addition du verbalisme révolutionnaire à la pratique contre-révolutionnaire. Le slogan SA est repris par Binet et les solidaristes.

Adam Smith et Milton Friedman, les néo-fascistes offrent un supplément d'âme et de populisme à l'anti-socialisme.

Cependant, la guerre froide est l'affrontement de systèmes (entre autres) économiques et est donc culturellement une phase de domination résolue de la raison économique et de la technique sociale (le fameux « nous sommes tous des keynésiens » de Richard Nixon). Or, le néo-fascisme tente certes d'user de celles-ci pour décrire son projet communautaire mais il ne parvient guère à s'adapter à ces deux phénomènes consécutifs que sont la généralisation du *Welfare state* et la révolution conservatrice néo-libérale : là où le néo-fascisme est l'inaudible refus de la réduction de l'homme à l'*homo œconomicus* en se fixant sur des rhétoriques sociales, se positionne avec succès le libéralisme ethnocratique et le national-populisme qui joignent tout ensemble protection sociale (par l'exclusion ethno-nationale), libéralisme économique et valeurs post-matérialistes.

Le fascisme-régime use des armes de la modernité au bénéfice des nécessités et de la radicalisation constante de son projet communautaire ethno-nationaliste : c'est ainsi qu'il dépasse les conceptions économiquement non-totalitaires des fascismes-mouvements (telle la défense de l'Etat manchesterien par Mussolini en 1921). En ce qui concerne les néo-fascismes, quand bien même l'Etat n'obtient pas la pleine puissance sur la production, voire n'est pas « l'Etat des producteurs », l'économie est ici subordonnée à la conception politique utilitariste, trait permanent des fascismes qu'on retrouve ainsi dans leurs résurgences. L'économisme nationaliste relève plus du poétique que du politique.

L'incohérence interne participe en dernier lieu à une cohérence fonctionnelle : la multiplicité des discours qui, eux, peuvent recouvrir le même socle politique. Les élaborations présentées sont fonction des propagandes, des utopies géopolitiques et de l'Ennemi désigné : plus que d'économie c'est en fait d'organisation hiérarchisée de l'espace public et du champ social ainsi que de révisionnisme en politique internationale dont il est question, la première étant une traduction interclassiste et esthétique des préoccupations en ces matières. Il s'agit donc, par-delà les icônes, de néo-fascismes conséquents, d'une vision du monde où importe moins la révolution des structures économique-sociales que le désir d'une révolution anthropologique.